LA PAIX PAR UN AUTRE CHEMIN

APPEL A SIGNATURE DE LA PETITION POUR LA CREATION D'UNE STRUCTURE APPROPRIEE DE L'ONU CHARGEE DU DIALOGUE INTERRELIGIEUX ET INTERCULTUREL POUR LA PAIX ET LE DEVELOPPEMENT

PÉTITION

Voici un peu plus d'une année que sur impulsion du Professeur Albert Tévoédjrè, universitaire africain, homme politique du Bénin, Président et fondateur du Centre panafricain de prospective sociale (CPPS), ancien représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU en Côte d'Ivoire, des personnalités de renom venant d'horizons divers : de la culture, de l'engagement social et avec des expériences professionnelles variées ont accepté de prendre en charge avec le gouvernement du Benin le soutien international à l'Initiative africaine d'éducation à la paix et au développement par le dialogue interreligieux et interculturel.

Ces personnalités, au regard de la tragique impasse des réponses militaires aux terreurs qui continuent d'endeuiller chaque jour la planète, acceptent d'offrir leur expérience, leur réputation et leur lucide générosité dans le but de faire converger intelligences et consciences pour le salut public. Ils veulent que dans chaque pays se distingue et brille un point focal fédérateur d'énergies créatrices pour faire de l'Initiative Africaine, une chaîne nouvelle de sécurité humaine au-delà des opérations de défense sans lendemain de survie. D'autres figures du combat pour l'homme seront les bienvenues pour constituer le réseau audacieux et puissant des ingénieurs attendus d'un mécanisme porteur de paix plus crédible par des actions communes, conjointes, répondant aux besoins immédiats des populations.

Par ce mouvement, nous souhaitons associer à cette initiative des citoyens du monde animés par le même désir de « la paix par le vivre ensemble » malgré nos différences.

L'objectif visé est de collecter le plus grand nombre de signatures en Afrique et à l'échelle de la planète pour amener le secrétariat général des Nations Unies à agir en créant notamment une structure fédératrice appropriée chargée du dialogue interreligieux et interculturel pour la paix permettant de :

Attributions de la structure

- Créer un cadre de concertation du dialogue interreligieux et interculturel dans les pays membres ;
- de faire la promotion de rencontres entre jeunes de divers horizons socio culturels et confessionnels pour faciliter et renforcer les mécanismes le « vivre ensemble » ;
- de créer des points focaux à mettre en réseau au niveau de chaque pays et de donner priorité aux actions communes de développement érigées et gérées par des groupes interreligieux et interculturels ;
- d'élaborer des projets conjoints d'innovation sociale, fondés sur le dialogue interreligieux et interculturel et aboutissant dans chaque pays d'Afrique et du monde à la conquête d'un minimum social commun d'authentique développement pour tous les citoyens ;
- de multiplier des centres de formation et instituts universitaires consacrés au dialogue interreligieux et interculturel spécialement dédié à des actions communes de développement solidaire ;
- de contribuer à donner corps à la proposition d'une journée internationale consacrée au dialogue interreligieux et interculturel porteur de développement.

Appel lancé à Cotonou, Bénin, le dimanche 3 juillet 2016

Nous sommes heureux de vous compter parmi les signataires de la présente pétition.

POUR SIGNER CETTE PETITION VOUS DEVEZ VOUS INSCRIRE SUR LA LISTE CI-DESSOUS ET Y LAISSER VOTRE ADRESSE MAIL (à titre de signature)

LISTE DES SIGNATAIRES

NOM & PRÉNOM	PAYS	MAIL
Ousmane ALEDJI	Bénin	ousaledji@yahoo.fr

Ils ont dit:

« L''extrémisme violent n'est pas une problématique nord-sud ou est-ouest. Il n'est pas cantonné à une région ou à une religion spécifique. Il transcende les frontières et est présent dans le monde entier. Ce n'est pas la religion qui commet des violences ; ce sont les hommes. Nous devons promouvoir le dialogue en tant qu'antidote contre les tensions sectaires.

Nous devons nous attaquer aux facteurs permettant aux extrémistes violents d'attirer des nouvelles recrues en agissant ensemble plus vigoureusement pour mettre un terme aux inégalités, à la pauvreté et au manque d'opportunités, qui constituent le principal terreau de recrutement des jeunes par les extrémistes.

Les missiles tuent sans doute les terroristes. Mais je suis convaincu que seule la bonne gouvernance fondée sur le dialogue pour le « vivre ensemble » tuera le terrorisme »

BAN KI MOON, Secrétaire Général des Nations Unies (Sud-Corée)

« Dans l'impossibilité de placer un soldat derrière chaque citoyen pour garantir sa sécurité, la seule option crédible et durable reste celle - incontournable - de renforcer tous les mécanismes du VIVRE ENSEMBLE, malgré toutes différences. La mobilisation autour de l'initiative africaine d'une pédagogie culturelle de la paix par le dialogue et l'action commune de développement devient assurance de salut public.»

ALBERT TÉVOÉDJRÈ (Frère Melchior) Bénin

UN FORT SOUTIEN INTERNATIONAL

Des personnalités venant de divers horizons de la culture, de l'engagement social et avec des expériences professionnelles variées ont accepté de prendre en charge le soutien international à « L'Initiative africaine d'éducation à la paix et au développement par le dialogue interreligieux et interculturel ».

EN INTRODUCTION, NOUS VOULONS SALUER LE SOUTIEN EXCEPTIONNEL DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE EN RAPPELANT LES RECENTS PROPOS DE SA PREMIERE AUTORITE :



Michaelle Jean - Secrétaire Générale de l'OIF à Paris le 6 Juin 2016

« Sans sécurité il n'y a ni stabilité, ni développement possible. Sans sécurité l'épanouissement des peuples est compromis, tous les efforts investis, toutes les aspirations, les ambitions justes et légitimes de l'humanité sont menacées.

Nous, Etats et gouvernements de la Francophonie, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, nos universités, nos villes et municipalités, nos réseaux institutionnels et de la société civile de la Francophonie avons raison de nous saisir, dans des efforts concertés, de cette question essentielle. Ensemble, tout devient possible. Car notre succès collectif en matière de sécurité conditionne tout le reste. Soyons très clairs sur ce point : si nous échouons à protéger nos populations, à sécuriser nos territoires, nous ne pourrons pas réussir le reste. Nous ne pourrons pas répondre à l'urgence de donner un avenir à notre jeunesse, de lui donner espoir et confiance en cet avenir et de lui proposer une alternative aux projets funestes portés par ces groupes terroristes. Nous serons comptables de notre incapacité à garantir la sécurité humaine à laquelle ont droit toutes nos populations. C'est une véritable révolution des esprits que nous devons opérer : sortir des schémas de peur, d'impuissance, qui nous enferment quotidiennement dans un carcan de plus en plus étroit et qui poussent au repli sur soi, et au repli en soi. »

D'autres personnalités de premier plan de tous les continents acceptent de nous donner la main

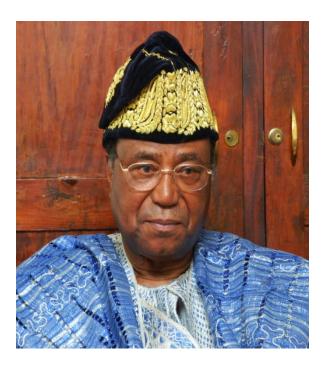
Olúségun Obásanjó,



Né le 5 mars 1937) est un militaire et homme d'État nigérian, chrétien de l'ethnie yoruba et originaire de la ville d'Abeokuta, dans l'État d'Ogun il devient une première fois chef de l'État de 1976 à 1979 au sein du gouvernement militaire fédéral puis, revenu à la vie civile, il est élu président de la République pour deux mandats successifs, de 1999 à 2007. Engagé v Né le 5 mars 1937) est un militaire et homme d'État nigérian, chrétien de l'ethnie yoruba et volontaire dans l'armée nigériane en 1958, il est envoyé à l'école d'officiers d'Aldershot, au Royaume-Uni. Sa formation inclut également des séjours en Inde et au Ghana. En 1960-1961, il est envoyé en République du Congo-Léopoldville parmi les troupes d'interpositions des Nations unies. Rentré au pays, il est à la tête de la 3^e division de Commandos de Marine qui accepte la reddition du Biafra sécessionniste en janvier 1970. Le 29 juillet 1975, il est au côté de Murtala Mohammed quand celui-ci s'empare du pouvoir à la faveur d'un coup d'État. Lorsque ce dernier est tué le 13 février 1976 lors d'une tentative de renversement manquée, Obasanjo, alors chef des armées, le remplace. Il organise dès lors la transition démocratique du pays, rédige une nouvelle constitution et devient le premier dirigeant du pays à abandonner volontairement (ou vivant) le pouvoir en transmettant les rênes du pays à Shehu Shagari, premier président civil élu.

Il se retire des affaires publiques, et, lorsque les militaires reprennent le pouvoir en 1983, il n'est ni impliqué ni ne donne son approbation au renversement du pouvoir civil. Il reste tout au long des années qui suivent critique des nombreuses violations des droits de l'Homme et du népotisme généralisé des gouvernements militaires successifs. Sous le gouvernement du général Sani Abacha, il est condamné en 1995 à la prison à vie pour complot. La peine est commuée à 15 ans sous la pression internationale, puis purement et simplement annulée à la mort d'Abacha en juin 1998. Clamant avoir « trouvé Dieu » lors de son séjour en prison, il devient chrétien évangélique et se joint à une église baptiste. Il retourne dans l'arène politique sous la bannière du Parti démocratique populaire (*People's Democratic Party* - PDP) et est triomphalement élu en 1999 avec 62,6 % des voix face à un autre chrétien yoruba, Olu Falae. Paradoxalement, son plus mauvais score fut dans sa région d'origine, les électeurs locaux lui reprochant d'avoir remis le pouvoir aux haoussas musulmans en 1979 et de leur être depuis lors inféodés. Son statut de *Born-again christian* est cependant considéré comme un atout politique dans les autres régions du Sud chrétien.

Nicéphore Dieudonné Soglo



Est un homme d'État béninois, né le 29 novembre 1934 à Lomé (Togo). Il fut le président de la République du 4 avril 1991 au 4 avril 1996.

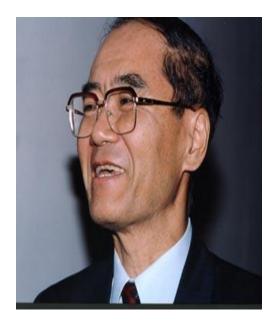
Après des études en sciences économiques à l'université de Paris et à l'ENA, Nicéphore Soglo rentre au Bénin, (ex-Dahomey). En février 1990, le président Mathieu Kérékou pour faire face à un mouvement populaire, suspend la Constitution de la République populaire du Bénin et met en place une Conférence nationale à Cotonou. Le 12 mars 1990, il est nommé Premier ministre par le Haut Conseil pour la République (HCR).

Le 24 mars 1991, il est élu président de la République lors de la première élection multipartite depuis 1972. Il l'emporte face au président sortant Mathieu Kérékou avec 67,73 % des voix. En 1992, sa femme Rosine Soglo fonde le parti Renaissance du Bénin et en prend la présidence.

Il s'est marié à Rosine Vieyra le 3 juillet 1958 avec qui il a eu deux fils : Léhady (né le 18 décembre 1960) et Ganiou Soglo (né le 4 novembre 1961).

En décembre 2002, il est élu maire de la ville de Cotonou (capitale économique du pays) et réélu en 2008. En 2015, il se retire de toute fonction politique active.

Koichiro Matsuura



Depuis 1999 Directeur général de l'UNESCO (élu pour une période de six ans, le 15 novembre 1999 et réélu le 12 octobre 2005 pour un deuxième mandat de quatre ans)

1998-1999 Président, Comité du Patrimoine mondial de l'UNESCO

1994-1999 Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en France, également accrédité auprès de Djibouti et d'Andorre

1992-1994 Ministre adjoint des Affaires étrangères (cumul avec le poste de Sherpa au Sommet du G-7)

1990-1992 Directeur général des affaires d'Amérique du Nord, Ministère des Affaires étrangères

1988-1990 Directeur général de la coopération économique, Ministère des Affaires étrangères

1985-1988 Consul général du Japon à Hong Kong

1982-1985 Successivement Directeur de la Division des Affaires générales et Sous-Directeur général du Cabinet du Ministre des Affaires étrangères

1980-1982 Directeur de la Division de l'Aide au Développement, Ministère des Affaires étrangères

John Cardinal Onaiyekan,



Né le 29 janvier 1944 à Kabba, actuellement dans l'État de Kogi, au Nigeria, est un évêque catholique et cardinal nigérian, évêque puis archevêque d'Abuja depuis 1992.

Il est ordonné prêtre Le 3 août 1969 pour le diocèse de Lokoja. En octobre 1980, il est nommé membre de la Commission théologique internationale.

Le 10 septembre 1982, Jean-Paul II le nomme évêque titulaire de *Thunusuda* et évêque auxiliaire d'Ilorin. Il est consacré le 6 janvier suivant par le Pape en personne en la basilique Saint-Pierre. Le 20 octobre il est nommé évêque du diocèse.

Il est transféré à Abuja le 7 juillet 1990 comme évêque coadjuteur. Il en devient évêque le 28 septembre 1992. Le 26 mars 1994, le diocèse d'Abuja est élevé au rang d'archidiocèse métropolitain et il en devient le premier archevêque.

De 2000 à 2006 il est président de la Conférence épiscopale nigériane. De 2003 à 2009 il est également à la tête de la Conférence épiscopale de la région Ouest de l'Afrique anglophone.

De 2003 à 2007 il est président du Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SCEAM).

Ses efforts pour le dialogue entre religions, et en particuliers entre chrétiens et musulmans, en Afrique en général, et au Nigeria en particulier, lui valent de recevoir le *prix Pax Christi international* 2012.

Le 24 octobre 2012, à l'issue de l'audience générale, Benoît XVI annonce qu'il le créera cardinal, avec cinq autres prélats, lors d'un consistoire qui se tiendra le 24 novembre suivant.

Le 24 novembre 2012, le Pape Benoît XVI préside son cinquième consistoire ordinaire public et le crée cardinal avec le titre de cardinal-prêtre de *San Saturnino*. Il participe au conclave de 2013 qui élit le Pape François.

António Guterres



António Guterres est le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés entre Juin 2005 et Décembre 2015 et son nom a été proposé comme candidat pour le poste de Secrétaire général des Nations Unies.

Était-Premier ministre du Portugal de 1996 à 2002 et député au Parlement du Portugal entre 1976 et 1983 et plus tard entre 1985 et 1995. Il a également été membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg entre 1981 et 1983.

António Guterres est diplômé en ingénierie de l'Instituto Superior Técnico, Portugal, région qui a également joué professionnellement. Il possède également une expérience dans le domaine universitaire, au milieu des années 1970, et a été professeur adjoint dans les fauteuils de physique et de télécommunications.

Professeur invité à l'Instituto Superior Técnico, où il est responsable du développement et de l'innovation des chaises durables.

En plus d'un programme politique, professionnel et académique étendue, ainsi que plusieurs publications, António Guterres a également participé activement à plusieurs organisations non gouvernementales. Il était, par exemple, un membre fondateur du Conseil portugais pour les réfugiés en 1991. Il est également membre du Club de Madrid et du Forum ibéro-américain.

Professeur Jean Ziegler



Jean Ziegler est un homme politique, altermondialiste et sociologue suisse. Il a été rapporteur spécial auprès de l'ONU sur la question du droit à l'alimentation dans le monde. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dans lesquels il analyse notamment cette question. Il est membre du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations unies depuis 2009. En 1970, Jean Ziegler facilite le contact entre le chef de la politique étrangère de l'OLP, - Farouk Kaddoumi,- (l'OLP qui menait alors de fréquentes opérations terroristes) et le conseiller fédéral Pierre Graber chargé des Affaires étrangères. Un accord officieux, a pu être trouvé. Il est professeur de sociologie à l'université de Genève jusqu'en 2002 et à l'université de la Sorbonne. Il est conseiller municipal (socialiste) de la ville de Genève de 1963 à 1967, membre du parlement fédéral suisse (canton de Genève) du 4 décembre 1967 au 27 novembre 1983 et du 30 novembre 1987 au 5 décembre 1999. Il est le premier dirigeant de la communauté d'Emmaüs genevoise. Il rencontre l'abbé Pierre à Paris en 1952

Saâdeddine El Othmani



Saâdeddine El Othmani

Est un psychiatre et homme politique marocain d'obédience islamiste, né le 16 janvier 1956 à Inezgane ville mitoyenne d'Agadir dans la région du Souss. Il est également auteur d'ouvrages traitant de psychiatrie et de droit islamique, et ancien rédacteur en chef de revues et publications.

À la suite des élections législatives du 25 novembre 2011 donnant la victoire au Parti de la justice et du développement (PJD) dont il fait partie, il a été nommé le 3 janvier 2012, par le roi Mohammed VI, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, poste qu'il occupe jusqu'au 10 octobre 2013.

En 2002, il est devenu membre du Conseil maghrébin de la Choura¹ (conseil consultatif de l'Union du Maghreb arabe).

]Saâdeddine El Othmani est issu d'une célèbre famille amazighe du Soussqui, selon Mohamed Mokhtar Soussi, est l'« une des deux seules familles au Maroc où la science s'est perpétuée depuis plus de mille ans ».

Saâdeddine El Othmani, après avoir passé un baccalauréat en sciences mathématiques en 1976, s'engagea dans des études de médecine à Casablanca, obtenant un doctorat en médecine générale à la faculté de médecine de l'université Hassan II en 1986 et un diplôme de spécialité en psychiatrie en 1994. Il a aussi acquis une licence en droit musulman (charia) en 1983, puis un magistère en loi islamique à Dar al-Hadith al-Hassania en 1987 et un diplôme supérieur en études islamiques à la faculté des lettres et des sciences humaines de l'université Mohammed Vde Rabat en novembre 1999.

Une fois devenu docteur en médecine, Saâdine El Othmani commença, en 1987, à exercer en tant que médecin généraliste, puis à compter de 1990, dans le cadre de la poursuite de ses études médicales, également en tant que médecin en cours de spécialité en psychiatrie au centre hospitalier universitaire de Casablanca. En 1994, il devint Psychiatre à l'hôpital psychiatrique de Berrechid, et ce, jusqu'en 1997.

Sa carrière s'orienta alors résolument vers la politique, l'amenant à assurer diverses responsabilités. À la suite des élections législatives de 1997, il devint parlementaire d'Inezgane, sa ville natale, qu'il resta à la suite decelles de 2002 jusqu'en 2007. Parallèlement, il fut le vice-président de la commission des Affaires étrangères au Parlement en 2001-2002, devint membre du Conseil maghrébin de la Choura¹ (conseil consultatif de l'Union du Maghreb arabe) en 2002 et évolua au sein de ses formations politiques de rattachement.

En janvier 1998, il devint le directeur du Mouvement populaire démocratique constitutionnel (MPDC), né d'une scission du Mouvement populaire (MP) et « ancêtre » du Parti de la justice et du développement (PJD), d'obédience islamiste ; en décembre 1999, le vice-secrétaire général du PJD ;

et à partir de 2004, après la retraite politique d'Abdelkrim Al Khatib (fondateur du MPDC), son secrétaire général.

Lors des élections du parti de 2008, où il ne s'était pas représenté en tant que secrétaire général, il fut remplacé parAbdelilah Benkirane, mais obtint la présidence de son conseil national. Il est aussi devenu le président de la commission des relations internationales du PJD.

Henriette Diabate



Née le 13 mars 1935 à Bingerville, est une femme politique de Côte d'Ivoire. Professeur d'histoire à l'Université de Cocody à Abidjan, elle a occupé le poste de ministre de la culture en1990, sous la présidence de Félix Houphouët-Boigny et celui de ministre de la justice en 2004, sous la présidence de Laurent Gbagbo. Elle a été secrétaire générale du Rassemblement des républicains, parti politique dirigé par Alassane Ouattara, depuis1999. Elle fait partie des membres fondateurs du RDR

Une partie des leaders du RDR, comprenant Diabaté, est arrêtée le 27 octobre 1999 en raison de leur responsabilité pour la violence survenue lors des manifestations organisées par le parti. En novembre, ils sont jugés et condamnés à la prison ferme.

Quand les soldats se soulèvent le 23 décembre 1999, une de leurs revendications est le relâchement des leaders du RDR emprisonnés. Quand le président Henri Konan Bédié rejette les demandes, ils prennent le pouvoir le 24 décembre et relâchent rapidement les dirigeants du RDR.

Diabaté a occupé le poste de ministre de la culture et de la Francophonie lors du régime militaire de transition en 2000. Mariée à Lamine Diabaté, un ancien ministre d'état, elle a cinq enfants.

Elle est nommée le 18 mai 2011 Grande chancelière de l'Ordre national de la République de Côte d'Ivoire par le président Alassane Ouattara

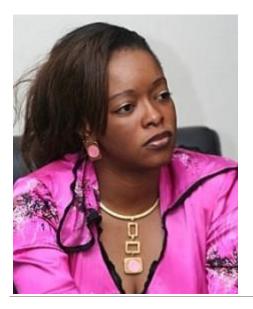
Katherine Marshall



Has worked for almost four decades on international development, with a focus on issues facing the world's poorest countries. She is a senior fellow at Georgetown's Berkley Center for Religion, Peace and World Affairs and Professor of the Practice of Development, Conflict, and Religion in the School of Foreign Service. Her long career with the World Bank (1971-2006) involved a wide range of leadership assignments, many focused on Africa. From 2000-2006 her mandate covered ethics, values, and faith in development work, as counselor to the World Bank's President. She was Country Director in the World Bank's Africa region, first for the Sahel region, then Southern Africa. She then led the Bank's work on social policy and governance during the East Asia crisis years. She worked extensively on Eastern Africa and Latin America. As a long time manager she was involved in many task forces and issues, among them exercises addressing leadership issues, conflict resolution, the role of women, and issues for values and ethics.

Ms. Marshall has been closely engaged in the creation and development of the World Faiths Development Dialogue (WFDD) and is its Executive Director. She serves or has served on the Boards of several NGOs and advisory groups, including AVINA Americas, The International Shinto Foundation, the Niwano Peace Prize International Selection Committee, and the Opus Prize Foundation. She was part of the founding members of IDEA (International Development Ethics Association) and is part of the International Anti-Corruption Advisory Conference (IACC) advisory council. She is a member of the Council on Foreign Relations. She served as a core group member of the Council of 100, an initiative of the World Economic Forum to advance understanding between the Islamic World and the West. She was a Trustee of Princeton University (2003-9). She co-moderated the Fes Forum which is part of the Fes Festival of World Sacred Music from its inception. She speaks and publishes widely on issues for international development

Reckya Madougou



Reckya Madougou décroche un diplôme d'ingénierie commerciale à l'Institut supérieur européen de gestion de Lille (1998), et un diplôme de l'École des hautes études internationales de Paris.

Elle commence sa carrière comme directrice commerciale, notamment pour la branche béninoise du constructeur automobile Volkswagen. En 2006, elle fonde son propre cabinet de conseil, International Key Consulting.

Elle rentre dans le gouvernement de Boni Yayi en 2008, d'abord au poste de conseillère à l'Autorité transitoire de régulation des postes et télécommunications, puis en tant que ministre chargée de la Microfinance, de l'Emploi, des Jeunes et des Femmes, puis Garde des sceaux, ministre de la Justice, de la Législation et des Droits de l'homme, porte-parole du gouvernement. Son passage au gouvernement de 2008 à 2013 fut sous la présidence de Boni Yayi. Précédemment, elle a travaillé dans le secteur privé.

En août 2013, à la suite de l'affaire Patrice Talon, Boni Yayi limoge plusieurs de ses ministres, dont Reckya Madougou, suspectée par le président d'avoir eu, lors de son séjour de maternité en France, des échanges avec Patrice Talon. Valentin Djènontin lui succède au poste de ministre de la Justice.

Depuis 2013, elle est experte internationale en finance inclusive et projets de développement pour le compte de certains organismes internationaux et gouvernements en Afrique.

Prix et distinctions

- 1. 2007 : distinction « Woman of courage Award » décernée par le gouvernement américain.
- 2. 2014 : parmi les 50 Africaines les plus influentes du monde selon *Jeune Afrique*.

Olivier Stirn

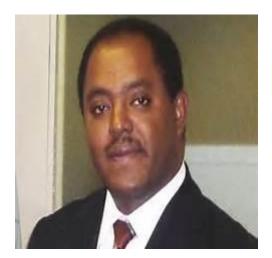


Membre de l'Académie des sciences d'Outre-Mer, Olivier Stirn est titulaire de diplômes de l'*Institut d'études politiques* de Paris et d'études supérieures de droit public et de science politique. Il est fondateur du *Mouvement des sociaux-libéraux* et cofondateur du *Carrefour social-démocrate* (1977).

Chef de cabinet du préfet de la Meuse (1961-1964), puis chef de cabinet (1965) de Louis Jacquinot (ministre d'État chargé des Départements et Territoires d'outre-mer), de Jean Charbonnel (secrétaire d'État aux Affaires étrangères, chargé de la Coopération) entre 1966 et 1967, de Jacques Chirac (secrétaire d'État aux Affaires sociales, chargé des problèmes de l'emploi) entre 1967 et 1968, il occupe le poste de secrétaire d'État auprès du ministre chargé des relations avec le Parlement (1973-1974), aux Dom-Tom (1974-1978), puis auprès du ministre des Affaires étrangères(1978), mis à la disposition du ministre de la Défense (1980-1981). Député du Calvados (1981-1986), député de la Manche (1986-1988), ministre délégué chargé des Dom-Tom (1988) et du Tourisme (1988-1990), conseiller général du Calvados (1970-1988, 1994-2001), il est élu maire de Vire (1971), Président de Louis Harris Conseil (1990-1991), Président de la Communauté urbaine de Strasbourg (1989-1990), ambassadeur, puis représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg (1991-1993). Consultant international (depuis 1993) et Président de EOS Conseil international (1998-2001), il endosse successivement les fonctions de conseiller de Rothschild & Cie (1998-2001) et de Directeur de collection aux Éditions du Félin (depuis 2005). Il fonde et préside l'Union centriste et républicaine (1984), délégué national du Parti socialiste (1986) et membre du conseil national de la Gauche et des Forces du progrès (1987). Il assure également la présidence de Dialogue 2000 (depuis 1988).

Conseiller à la Présidence de la République pour la liaison entre l'*Union pour la Méditerranée* et l'*Union africaine* (depuis 2009), Olivier Stirn est nommé membre associé d'Édifice capital, société qui gère les fonds d'investissement et qui travaille essentiellement en Afrique et en Asie.

Mussie Hailu



Ambassador Mussie Hailu is a peace activist who is working at national, regional and international levels for peace, reconciliation, interfaith harmony, disarmament, the Golden Rule, world citizenship, right human relationships and international cooperation. He considers himself as a Citizen of the World and strongly believes in the interdependence of human beings and celebrates cultural diversity, seeing the differences in race, ethnicities, religions, politics, and nationalities as important elements of the one and indivisible humanity. He has served many national and international organizations including the United Nations. Currently he is the Regional Director of URI for Africa and representative of URI at the Economic Commission for Africa and African Union. He is a founding member of URI (United religion Initiative).

Ivanir dos Santos



Est né en 1955, à Rio de Janeiro. Fils de Sandra Maria Ivanir dos Santos, ancien travailleur des champs de plantations de canne à sucre de Goytacazes, venant à Rio pour travailler comme domestique, et le mécanicien José Carmo Santos.

Né et élevé dans les bidonvilles du squelette, flexible, où se trouve aujourd'hui l'Université d'Etat de Rio de Janeiro (UERJ) Son histoire se confond avec les drapeaux des luttes pour la liberté, la justice et la fin au racisme.

Le Babalao Ivanir dos Santos a été un défenseur infatigable du droit constitutionnel à la liberté religieuse. Il a participé à Salvador, en 2007 au séminaire interreligieux et à la 3e Marche pour la vie et la liberté religieuse, qui a réuni 5000 participants.

Contre l'augmentation des pratiques d'intolérance religieuse, il a créé la Commission sur la lutte contre l'intolérance religieuse, Ivanir dos Santos a fondé « la Promenade pour la défense de la liberté religieuse ». C'est un point de repère dans la ville, où plus de 20.000 participants marchent sur la plage de Copacabana (Forum de dialogue interreligieux, réunissant des représentants de la religion africaine, de l'Église catholique, des juifs, des musulmans, des presbytériens, Umbanda, des gitans, entre autres croyances).

La force de ce mouvement conduit le président à recevoir, le 20 novembre des mains d'une commission religieuse dirigée par Babalao Ivanir dos Santos une lettre exigeant de l'exécutif de garantir le respect du caractère laïque de l'État brésilien.

Père de cinq enfants, marié, Ivanir dos Santos a grandi en luttant contre les inégalités et la lutte pour un pays où la justice est pour tout le monde. Internationalement connu, il est un représentant légitime de la communauté noire brésilienne.

Diango Cissoko



Né en 1948, est un homme d'État malien, Premier ministre de transition du 11 décembre 2012 au 5 septembre 2013.

Administrateur civil diplômé de l'École nationale de l'administration du Mali (Section administration générale), Diango Cissoko est titulaire d'un doctorat d'État en droit de l'Université de Rouen.

Il a enseigné dans plusieurs grandes écoles de la place telle que : l'École des Hautes Études Pratiques (EHEP), l'École nationale d'administration (ENA), l'École nationale d'ingénieurs (ENI), l'Institut de Gestion et de Langues Appliquées aux Métiers (IGLAM), le Centre de Formation et d'Appui Conseil pour le Développement local (DELTA-C), l'université de Bamako.

Il est auteur de plusieurs publications sur entre autres thèmes le droit pénal général et la science pénitentiaire, la rédaction administrative, la justice, la fonction publique, la science administrative. Son ouvrage intitulé Rédaction administrative publié en 20052 a été honoré par le prix Malouet (2006) de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France.

Il est membre de plusieurs organismes internationaux, tels l'Institut international de Droit d'expression et d'inspiration françaises (IDEF), l'Association internationale de la Fonction publique (AIFP), le Groupe de travail Franco-africain sur la gouvernance au Sud.



Valerie Stessin est la première femme à être ordonnée comme un rabbin conservateur en Israël, ainsi que la première femme à être ordonnée par l'Institut Schechter d'études juives ; elle a été ordonnée en 1993. Née en France, elle a été impliquée avec le Bnei Akiva mouvement de la jeunesse, mais a émigré en Israël à 17 ans. En 2009, elle et le rabbin Miriam Berkowitz ont fondé Kashouvot, une organisation à Jérusalem, dont la mission est d'introduire les aumôneries (aussi appelées soins pastoraux ou soutien spirituel) en Israël et de fournir des soins de santé et un soutien spirituel dans les services sociaux.

Elle a été l'une des rares femmes à s'impliquer activement dans la réussite du symposium international de lancement de l'initiative africaine d'éducation à la paix et au développement par le dialogue interreligieux et interculturel, organisé à Cotonou au Bénin, du 26 au 28 mai 2015.

...ET UN SIGNATAIRE DE RÊVE...: VALENTIN AGON

Le Dr Valentin AGON, Président du Conseil du Centre panafricain de prospective sociale (CPPS) remporte le premier prix de 2016 de l'Innovation africaine.



Le chercheur béninois, le Dr Valentin AGON, inventeur du médicament API-PALU, a reçu le jeudi 23 juin 2016 le premier prix de l'innovation Africaine pour l'année 2016 (l'iap) à Gaborone au Botswana. Le Dr Imogen Wright de l'Afrique du sud a remporté le deuxième prix, tandis que le Nigéria Dr Eddy Agbo a affirmé le prix spécial pour l'impact social. Les deux prix 25,000 \$. De retour au bercail, samedi, l'heureux chercheur béninois a été accueilli à l'aéroport par le ministre de la santé Alassane SEIDOU et sa collègue de l'enseignement supérieur, Odile ATTANASSO qui lui ont transmis toutes les félicitations du chef de l'Etat et l'on encouragé à poursuivre ses efforts de recherches. Ils en ont profité pour exhorter les jeunes chercheurs à s'inspirer de ce cas de réussite en s'investissant davantage dans la recherche. Ce prix attribué aux meilleures recherches sur le continent, d'une

valeur de 100 mille dollars consacre ainsi la reconnaissance internationale du médicament made in Bénin API-PALU, comme la solution africaine contre le paludisme. Il faut préciser que l'African Innovation Foundation (AIF) avait annoncé le 9 mai dernier, les 10 finalistes de son programme phare, le Prix de l'Innovation pour l'Afrique (PIA). Le PIA, qui célèbre cette année son 5e anniversaire sous le thème « Made in Africa », est une initiative unique d'innovation sur le continent africain. Créé dans le but de stimuler la croissance économique et la prospérité en Afrique par le biais de solutions locales, le PIA offre aux meilleurs innovateurs du continent une récompense d'une valeur de 150 000 \$ à laquelle s'ajoutent d'autres avantages

DES SIGNES QUI INTERPELLENT ...

Rennes. Un diplôme universitaire contre la radicalisation islamiste?



20/06/2016 – 07H30 Rennes (Breizh-info.com) – Un diplôme universitaire <u>« religion, droit et vie sociale</u> ≥ sera lancé en septembre 2016 dans le cadre de la formation continue à l'Université de Rennes 1. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que sa mise en place – dans une période d'expansion de l'islam et de l'islamisme en France – ainsi que son contenu laissent entrevoir un diplôme touchant <u>presque essentiellement un public musulman.</u>

D'ailleurs, le comité de prévention de la radicalisation, de la violence et du suicide en milieu pénitentiaire, fondé par Mohamed Loueslati, aumônier régional musulman, se félicite de la création de ce diplôme, qui avait été souhaité et mis en place par le ministère de l'Intérieur et de l'Education nationale après les attentats de Charlie Hebdo.

- « Cette formation s'adresse aux cadres religieux, personnels des organismes cultuels, des collectivités territoriales, ceux des différentes administrations (enseignement, milieux soignant, carcéral, maison de retraite), des entreprises souhaitant avoir un «référent religion», aux membres d'associations diverses, aux étudiants, voire à toutes les personnes intéressées par l'exercice de la liberté religieuse au sein de notre société laïque.» indique l'université, dans une langue de bois particulièrement affutée.
- « Cette formation répond à une demande exprimée tant par les pouvoirs publics que par divers cultes. Au sein de la société française, de nombreuses religions coexistent. Le but du droit, notamment à travers le principe de laïcité, est d'assurer un vivre ensemble dans le respect de la liberté de conscience et du libre exercice des cultes.

Cette formation a donc pour objectifs de présenter cette situation de pluralité de religion et surtout de faire connaître les règles permettant d'assurer ce vivre ensemble.

Elle permettra aux stagiaires de mieux cerner la place garantie par le droit aux religions, notamment au sein des entreprises, des services publics, dans l'espace public ou dans les relations entre particuliers.» expliquent les responsables d'une formation qui « devrait permettre aux diplômés de se proposer comme référent «religion» au sein d'entreprises ou d'administrations».

L'enseignement sera dispensé de septembre à février, durant chaque année universitaire. Outre de la méthodologie, une partie « droit, éthique et religion » présentera les différents systèmes normatifs (droit, éthique, religion), mais aussi les sources du droit ou la présentation des droits fondamentaux. Une unité d'enseignement portera sur « l'État et les religions » (principe de laïcité et neutralité de l'État et des services publics). On cherche encore les exemples de dérives dans le service public concernant la religion catholique, ou bouddhiste ...

Il sera aussi question de « l'individu et la liberté de religion », au travail, dans la vie personnelle, familiale, ou dans la sphère publique. Mais aussi du droit des organisations religieuses ou encore d'histoire religieuse de la France et de sociologie religieuse, et enfin de la présentation des 4 principales religions du pays : le catholicisme, l'islam, le judaïsme et le protestantisme. Les autres religions ne seront pas étudiées ...

A noter que ce diplôme- subventionné en partie par l'État contrairement à d'autres diplômes universitaires – existe déjà dans d'autres universités, comme à Lille, Bordeaux ou à Toulouse par exemple.

Peres propose une «ONU des religions»

0 0 MiBuarino uled 6 gran 909 / 2004 & AFR 3:225

PUBL**Découvrir**

L'ancien président israélien <u>Shimon Peres</u>, reçu jeudi au Vatican en audience privée par <u>le pape François</u>, a déclaré lui avoir proposé la création d'une "ONU des religions" compte tenu de l'inefficacité de l'actuelle ONU politique. "Aujourd'hui, les guerres éclatent essentiellement avec comme prétexte, la religion. Nous sommes confrontés à des centaines, voire des milliers de mouvements terroristes qui prétendent tuer au nom de Dieu", a déclaré Shimon Peres, 91 ans, dans une interview à l'hebdomadaire italien catholique *Famiglia Cristiana*.

"Pour lutter contre cette dérive nous avons l'Organisation des Nations unies. C'est une institution politique, qui n'a ni les armées dont disposaient les nations ni la conviction qu'engendre la religion", poursuit l'ancien président israélien, dont le mandat s'est achevé fin juillet. "Et alors, en prenant acte du fait que l'ONU a fait son temps, ce qui nous servirait, c'est une Organisation des religions unies, une ONU des

religions. Ce serait la meilleure manière de s'opposer aux terroristes qui tuent au nom de la foi", a ajouté encore Shimon Peres!

ANSAR DINE

UNE conférence internationale sur l'islam et la paix s'est tenue à Dakar avec l'adoption d'une déclaration. Cette conférence était organisée par l'association Ansar Dine, suffisamment influente pour recevoir la participation du président sénégalais, Macky Sall, et des invités du monde entier.

Il ne faut pas confondre cet Ansar Dine-là avec l'organisation jihadiste touarègue du Mali. L'association organisatrice de cette **conférence de Dakar** prône un islam de paix et de progrès. Elle a été fondée en 1940 à Kaolack dans le centre du Sénégal par Cheick Ibrahima Niass. Après s'être proclamé héritier spirituel du fondateur de la confrérie tidjane, il fut rejoint par un grand nombre de fidèles appelés aujourd'hui les Niassènes. Ansar Dine est l'avatar humanitaire de cette famille maraboutique qui revendique aujourd'hui des dizaines de millions de sympathisants dans le monde et notamment au Nigeria où Cheick Ibrahima Niass avait tissé des liens avec l'émir de Kano. Des liens toujours forts entretenus entre autres par des relations matrimoniales.

Ansar Dine est donc influent dans le nord du Nigeria où **Boko Haram** est actif et l'association se dit disponible pour œuvrer en faveur de la paix dans le cas où elle serait sollicitée. Cheick Mohamed Khouraichi Ibrahim Niass est le président d'Ansar Dine Sénégal. Il est également député de la coalition au pouvoir. « *Nous respectons ce que Cheick Ibrahima Niass nous a enseigné*, à savoir ne pas faire n'importe quoi n'importe où, essayer de respecter les lois en vigueur dans chaque endroit du monde, explique-t-il. Si demain le Nigeria demande l'aide de notre famille, je pense que nous pouvons nous organiser et faire de notre mieux. »

Chrétiens et Musulmans se rassemblent, avec la Vierge Marie,

pour célébrer l'annonce faite par l'ange Gabriel, de la naissance de Jésus

Le Samedi 28 mai, à la Grande Mosquée de Paris

de 15h30 à 17h30 - Entrée libre

Avec les interventions de :

Dalil BOUBAKEUR, recteur de la Grande Mosquée de Paris

Père Nicolas de BREMOND D'ARS, délégué diocésain du service pour les relations avec les Musulmans

Monseigneur Michel DUBOST, évêque d'Evry, président du Conseil pour les relations interreligieuses

Djelloul SEDDIKI, Directeur de l'Institut de Théologie El Ghazali

Accueil par:

Djelloul BOUZIDI, grand mufti de la mosquée de Paris

Monseigneur Bruno Lefevre Pontalis, vicaire général de l'archidiocèse de Paris



Revivez l'intégralité de la rencontre du 2 avril 2016 à Longpont

Accès rapide aux chapitres

IntroductionMessage de Madame Irina Bokova

Directrice de l'UNESCORécitation du Notre Père et de la FatihaLecture du récit de l'Annonciation

dans le CoranLecture du récit de l'Annonciation

dans l'EvangileLecture du récit de l'Annonciation

dans l'Evangile, en arabeChants à MarieIntervention de Monseigneur Michel Dubost

Evêque d'Evry - Président du Conseil pour les relations interreligieuses Chant à Marie

Salve Regina d'André CampraIntervention de Monsieur Anour Kbibech

Président du CFCMIntervention de Monsieur Bernard Thibaud

Secrétaire général du Secours CatholiqueChant à Marie

Par la chorale le Temps de la MiséricordeIntervention de Monseigneur Maroun Nasser Gemayel

Evèque de l'éparchie maroniteChant à Marie

Chorale maronite Saint MarounTémoignages sur MarieMessage de Nagy Khoury
Secrétaire générale de la rencontre Ensemble autour de Marie au LibanMusique - Hend
ZouariTémoignages sur MariePrière d'intercessionConclusion par Younes AberkanneAve
Marie - Chant final

Pour les musulmans comme pour les chrétiens, Marie est Vierge et mère de Jésus. Elle est un point commun qui permet une rencontre des personnes.

ENSEMBLE AVEC MARIE est une rencontre qui rassemble chrétiens et musulmans autour de la fête de l'Annonciation, pour prier Dieu avec Marie, les uns à côté des autres, dans le respect de l'identité de chacun.

Ainsi rassemblés, nous voulons exprimer notre désir de paix et la possibilité d'un meilleur vivre-ensemble pour toute la société.

Le 25 mars étant la date de la fête de l'Annonciation, c'est autour de cette date que nous nous rassemblons, dans plusieurs villes de France et d'Europe.

Ils parlent de ENSEMBLE AVEC MARIE

Le comité de parrainage

Personnalités musulmanes

- Leili Anvar, journaliste, maître de conférences
- Ghaleb Bencheik, président de "Religions pour la paix"
- Khaled Bentounès, guide spirituel de la confrérie soufie Alawiyya
- Dalil Boubakeur, recteur de la grande Mosquée de Paris
- Mustapha Cherif, professeur des Universités
- Azzedine Gaci, recteur de la Mosquée de Villeurbanne
- Anouar Kbibech, président du conseil français du culte musulman
- Barisa Khiari, sénatrice de Paris

- Mohamed Nokkari, co-sécrétaire « ensemble autour de Marie » Liban
- Tarek Oubrou, imam de Bordeaux

Personnalités chrétiennes

- Monseigneur Jean Marc Aveline, évêque auxiliaire de Marseille
- Cardinal Philippe Barbarin, archevêque de Lyon
- Monseigneur Michel Dubost, évêque d'Évry, Président du Conseil pour les relations interreligieuses
- Véronique Fayet, Présidente du Secours catholique
- Monseigneur Gemayel, évêque de l'Eparchie maronite de France
- Nagy el Khoury, co-sécrétaire « ensemble autour de Marie » Liban
- Étienne Pinte, ancien maire de Versailles et président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE).
- **Dominique Quinio**, directrice du journal La Croix de 2005 à 2015
- Monseigneur Michel Santier, évêque de Créteil

- See more at: http://www.ensembleavecmarie.org/#sthash.HKeOkexA.dpuf

QUE FAIRE ENCORE...? ET AVEC QUI?

« VA TROUVER MES FRERES ET DIS- LEUR...! » (Jean, 20,17)



Celui que ses compatriotes aiment bien appeler « le Professeur Albert Tevoedjre », préfère qu'on le désigne autrement .Depuis qu'il a exercé pour l'ONU la fonction de Médiateur en Cote d'Ivoire et qu'un un livre de Venance Konan paru à la fin de cette mission porte le titre « Un frère parmi nous », Albert Tevoedjre donne préférence à une autre appellation : « Frère Melchior » ! Melchior en souvenir du fondateur de l'Institut missionnaire —la Société des Missions Africaines (SMA) - qui l'a formé et sur lequel il ne tarit pas de fidèle hommage. L'éducation reçue fit de l'enfant issu des profondeurs africaines un chrétien qui rend grâce d'être devenu plusieurs fois membre du gouvernement de son pays , instrument fondateur du « Contrat de solidarité », Professeur associé de Science politique à l'Université de Paris —Sorbonne, invité à l'Académie des sciences morales et politiques, qui se retrouve aux côtés de Stéphane Hessel, grande figure française du combat pour la liberté et les droits humains pour recevoir le 22 Mai 2013 à l'UNESCO le « Passeport de citoyenneté universelle ».

Frère Melchior s'étonne souvent de l'accueil fait à son livre « La pauvreté, richesse des peuples, grâce à la lucide générosité de l'Abbé Pierre. Il s'étonne encore que le nom d'un enfant des paysans d'Adjati ait pu être retenu par HEC -Montréal comme un cas de leadership méritant attention (Cas no 9402004038 –« Un africain d'exception »)... Et que le Centre des Affaires internationales de l'Université Harvard ait donné crédit à ses efforts relatés dans « Panafricanism in action »

L'action de grâce se poursuit quand il se voit invité à Rome en 1987 comme auditeur et rapporteur au Synode des Evêques sur la vocation des laics, alors qu'il assumait les fonctions de directeur

général adjoint du Bureau International du Travail (BIT) et directeur de l'Institut International d'Etudes sociales.

C'est de cette expérience que la Providence veut sans doute faire bénéficier un plus grand nombre en permettant l'éclosion d'une pédagogie, l'apparition d'une boussole d'espérance à travers « L'initiative africaine d'éducation à la paix et au développement par le dialogue interreligieux et interculturel » Un mouvement pour la paix par un autre chemin, le chemin de l'agir ensemble pour le développement au nom des valeurs de la « conscience en action »

Le temps est venu de découvrir ensemble que le développement est en vérité le nouveau nom de la paix !



12 Janvier 2006

Cote d'Ivoire: Droit de lecture - "Un frère parmi nous" de Venance Konan:

"Aimer c'est agir" Par Amour Gbovi

Paru dans le premier trimestre de 2005, "Un frère parmi nous : la contribution d'Albert Tévoédjrè à une vraie sortie de crise en Côte d'Ivoire" est un document de 127 pages édité par le centre panafricain de prospective sociale, où Venance Konan, journaliste au quotidien "Fraternité Matin", pose ses pas dans ceux de l'artisan de paix pour nous faire part des actions qu'il a menées en faveur de la sortie de crise en Côte d'Ivoire. "Un frère parmi nous.." est le deuxième ouvrage de Venance Konan. Albert Tévoédjrè laissera derrière lui une vie de dévouement. C'est sûr. Et puis il aime. C'est ce qui fait de lui un homme d'action. Il aime ses frères africains. C'est Victor Hugo qui a dit que aimer c'est agir. Le professeur Tévoédjrè "va s'investir totalement dans la résolution de la crise ivoirienne: En tant qu'intellectuel africain et président du centre panafricain de prospective sociale (Cpps), il va avec d'autres intellectuels africains, tenter d'apporter sa contribution à la recherche de la paix en Côte d'Ivoire. Durant près de deux ans, Albert Tévoédjrè se donnera corps et âme à la Côte d'Ivoire. Durant près de deux ans, il prendra des coups de tous côtés. Mais pendant près de deux ans, avec opiniâtreté, entêtement même âge" L'éminent intellectuel a donc mis le paquet pour que la paix revienne au pays du vieux Houphouët. Ne soyons pas surpris que Venance Konan lui consacre ce beau livre. Dans "Un frère parmi nous : La contribution d'Albert Tévoédjrè à une vraie sortie de crise en Côte d'Ivoire ", le journaliste Ivoirien pose ses pas dans les traces de ceux de cet artisan de paix pour nous faire part des actions menées par le "renard". Pour l'auteur, son principal péché est d'être en avance sur ses contemporains.

NOUS COMPTONS SUR VOUS!

SI VOUS DESIREZ APPORTER UN SOUTIEN VOLONTAIRE AU CENTRE PANAFRICAIN DE PROSPECTIVE SOCIALE (CPPS)

VOUS POUVEZ LE FAIRE DE TOUTES MANIERES:

- PAR COURRIER: BP 1501 PORTO- NOVO (Benin)
- PAR TELEPHONE: 00229 20 22 44 26
- PAR COURRIER ELECTRONIQUE : cpps.iat@gmail.com
- A TRAVERS LE COMPTE BANCAIRE SUIVANT :

Bank OFAFRICA (BOA) Benin IDENTIFICATION INTERNATIONAL IBAN BJ66 BJ06 1010 0200 1911 3352 8208

MERCI!

